

Brochure n° 3140

Conventions collectives

**PRESSE QUOTIDIENNE
RÉGIONALE ET DÉPARTEMENTALE**

IDCC : 693. – **Employés de la presse quotidienne départementale**

IDCC : 1083. – **Ouvriers de la presse quotidienne départementale**

IDCC : 698. – **Employés de la presse quotidienne régionale**

IDCC : 598. – **Ouvriers de la presse quotidienne régionale**

(5^e édition en préparation)

Brochure n° 3141

Conventions collectives

**PRESSE QUOTIDIENNE
RÉGIONALE**

IDCC : 1895. – **Encadrement**

DÉPARTEMENTALE

IDCC : 781. – **Cadres administratifs**

IDCC : 1018. – **Cadres techniques**

(4^e édition. – Février 2005)

Brochure n° 3142

Conventions collectives nationales

AGENCES DE PRESSE

IDCC : 2014. – **Employés**

IDCC : 1903. – **Encadrement**

(6^e édition. – Septembre 2002)

Brochure n° 3143

Conventions collectives

PRESSE

Hebdomadaire régionale (cadres et employés)

Hebdomadaire parisienne (employés)

Périodique (employés)

Hebdomadaire et/ou périodique (cadres)

(6^e édition en préparation)

Brochure n° 3289

Convention collective nationale
IDCC : 1871. – **PRESSE D'INFORMATION SPÉCIALISÉE**
Employés
(2^e édition. – Octobre 2002)

Brochure n° 3290

Convention collective nationale
IDCC : 1874. – **PRESSE D'INFORMATION SPÉCIALISÉE**
Cadres, techniciens et agents de maîtrise
(2^e édition. – Novembre 2002)

Brochure n° 3291

Conventions collectives nationales
PRESSE HEBDOMADAIRE RÉGIONALE
IDCC : 1563. – **Cadres**
IDCC : 1281. – **Employés**
(2^e édition. – Décembre 2005)

■ *Journal officiel* du 21 février 2006

**Arrêté du 6 février 2006 portant extension d'un accord national
professionnel conclu dans le secteur de la presse**

NOR : *SOCT0610362A*

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'accord collectif national du 29 mars 2005 sur la formation professionnelle dans le secteur de la presse ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 19 octobre 2005 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu lors de sa séance du 17 janvier 2006,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans son propre champ d'application, les dispositions de l'accord collectif national du 29 mars 2005 sur la formation professionnelle dans le secteur de la presse :

L'article 1.3.3 est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 961-12 du code du travail. L'OPCA Médiafor n'étant pas spécifiquement agréé pour collecter les contributions pour financer les frais de fonctionnement de la commission paritaire nationale de l'emploi et de la formation de la presse, il devra en effectuer le suivi sous forme d'une comptabilité séparée.

L'article 5.2 est étendu sous réserve que la durée de 24 mois concerne la durée du renouvellement du contrat conformément aux articles L. 981-2 et L. 981-7, alinéa 5, du code du travail.

L'article 5.4 est étendu sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 981-5, alinéa 2, du code du travail.

L'article 7.3.0 est étendu sous réserve de l'application des dispositions du premier alinéa de l'article L. 933-2 du code du travail aux termes desquelles une convention ou un accord collectif de branche peut prévoir des modalités particulières de mise en œuvre du droit individuel à la formation, sous réserve que le cumul des droits ouverts soit au moins égal à une durée de 120 heures sur six ans d'ancienneté.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

Article 3

Le directeur des relations du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 février 2006.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
des relations du travail :

L'administratrice civile,

A. BREAUD

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2005/19, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,50 €.